

Vingt-troisième Conférence du PROE

4-6 septembre 2012

Nouméa

Nouvelle-Calédonie

Point 11.2 de l'ordre du jour : Comment les pays océaniques unissent leurs efforts pour combattre les impacts des espèces exotiques envahissantes (document présenté par les États-Unis d'Amérique)

Objet

1. Le présent document décrit succinctement la prévalence des espèces exotiques envahissantes (EEE) dans les îles du Pacifique, montre la corrélation existant entre les EEE et les problématiques essentielles qui se posent en Océanie, souligne l'importance de la coordination des efforts de lutte contre les problèmes liés aux EEE, et met en lumière certaines activités entreprises dans la région pour y remédier. Ce document a pour but de demander à la Conférence d'approuver la résolution n° 7 du 17^e Sommet des hauts responsables micronésiens.

Contexte

2. Les EEE ont la réputation d'être l'une des principales causes de dommages écologiques et économiques du monde. D'après une étude conduite en 2001 par des chercheurs de l'Université Cornell, le coût global des dégâts causés par les EEE (tous les taxons d'organismes, y compris les pathogènes) dépasse 1 400 milliards de dollars É.-U. par an, soit plus de 5 % de l'économie mondiale. Du fait de leur exiguïté, de leur isolement, du niveau élevé d'endémisme et de leur capacité limitée de gérer les menaces liées aux EEE, les îles subissent souvent des impacts plus graves et plus immédiats que les continents. Ainsi, la majorité des disparitions d'espèces sur la planète se sont produites sur des îles (95 % des extinctions d'oiseaux, 90 % de celles de reptiles, 69 % de celles de mammifères et 68 % de celles de végétaux), causées la plupart du temps par des EEE telles que les chèvres sauvages, les rats et les serpents. De fait, les deux tiers des extinctions d'oiseaux dans le monde, au cours des 200 dernières années, se sont produites dans le Pacifique. Heureusement, les caractéristiques mêmes qui font que les îles subissent des dégâts dus aux espèces envahissantes leur donnent des possibilités plus efficaces de prévenir, atténuer ou limiter les incursions d'EEE.

3. Les efforts consentis pour prévenir ou atténuer les dégâts causés par les EEE vont dans le sens de ceux qui visent à remédier à d'autres problématiques mondiales telles que l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire, la préservation de la biodiversité et des habitats essentiels et l'écodéveloppement économique durable. Ces questions revêtent une importance particulière pour les îles du Pacifique.

- **Adaptation au changement climatique** : Les EEE peuvent aggraver la vulnérabilité des écosystèmes à d'autres facteurs de stress liés au climat et réduire leur capacité de piéger et retenir les gaz à effet de serre. Les effets du changement climatique, par exemple le réchauffement, les phénomènes météorologiques extrêmes plus fréquents et les variations de concentration du CO₂, vont probablement jouer en faveur des EEE en raison de leur adaptabilité aux perturbations et à une plus large gamme de conditions biogéographiques, contrairement aux espèces endémiques qui ont évolué dans un relatif isolement. Le réchauffement de l'air et de l'eau, ainsi que l'accroissement des échanges commerciaux et de la circulation des personnes, pourraient aussi faciliter le déplacement des espèces par des voies de propagation auparavant inaccessibles, créées par la nature et l'homme. Ce cercle vicieux entre EEE et changement climatique pourrait sérieusement compromettre les efforts faits pour développer les capacités d'adaptation dans les zones les plus vulnérables – les îles du Pacifique par exemple.

- **Sécurité alimentaire** : Les EEE de divers taxons (insectes, adventices, champignons, bactéries, virus, poissons, mammifères et gastéropodes) réduisent la production alimentaire dans le monde, dans des proportions déjà importantes. Cela posera un problème particulièrement grave pour les îles du Pacifique, qui disposent souvent de peu de terres et dont de nombreuses communautés tirent leur alimentation presque exclusivement de l'agriculture locale, de l'horticulture, de la sylviculture, de la pêche et du prélèvement dans la nature. Deux exemples remarquables des effets des EEE sur la sécurité alimentaire sont la flétrissure de la feuille de taro au début des années 1990, et l'introduction accidentelle, plus récente, de l'escargot géant d'Afrique – qui ont eu tous deux des effets dévastateurs sur la culture du taro.
- **Biodiversité** : Les EEE sont généralement considérées comme la première menace pesant sur la biodiversité des îles et la deuxième du monde (après la perte des habitats). Dans le Pacifique, des fléaux tels que le paludisme aviaire à Hawaii et le serpent brun arboricole à Guam ont causé l'extinction ou l'extirpation de douzaines d'espèces. Sur les îles du monde entier, les EEE sont à l'origine de 90 % des extinctions d'oiseaux, 57 % de celles de mammifères et 80 % de celles de mollusques. De nombreux pays, y compris insulaires, admettent qu'il existe des liens entre la préservation de la biodiversité et l'écotourisme, ce qui les incite davantage à gérer les effets des espèces envahissantes sur des écosystèmes fragiles et uniques en leur genre.
- **Une économie verte durable** : Le PNUE a adopté une définition pratique selon laquelle « l'économie verte est une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques. » Les pays océaniques, qui ont participé à la réunion consacrée aux PEID en marge de la Conférence Rio + 20, admettent que « les nations océaniques ont un défi à relever : protéger et conserver leurs ressources océaniques tout en valorisant et en gérant ces ressources à long terme afin de pouvoir rembourser leurs dettes nationales en augmentation et de remédier à leur pauvreté croissante. » Traiter les problèmes liés à la sécurité alimentaire, la biodiversité, les ressources naturelles et la santé des habitants est l'objectif essentiel d'une économie verte durable – surtout dans le contexte du changement climatique. Ces corrélations montrent que la prévention des incursions d'EEE et l'atténuation des impacts des EEE présentes ne peuvent que soutenir les efforts déployés pour résoudre ces problèmes essentiels.

4. Empêcher les EEE de s'établir est le moyen le plus économique de minimiser leurs effets sur ces problèmes essentiels. Le mieux est de recourir à un programme de « biosécurité ». La biosécurité est un programme pluridisciplinaire à plusieurs échelons, mené en collaboration et destiné à prévenir l'introduction et la fixation de nouvelles espèces envahissantes. Accompagnée d'un soutien infrastructurel adéquat, la biosécurité peut souvent s'avérer plus efficace et plus facile à appliquer sur des îles car celles-ci possèdent relativement peu de points d'entrée, des terres de faible superficie et n'ont pas de frontières terrestres avec d'autres nations et États.

Activités conduites actuellement pour combattre les EEE dans le Pacifique

5. Des groupes régionaux et subrégionaux de coordination de la lutte contre les EEE ont été formés en Océanie. Ils ont pour mission d'améliorer la communication, l'efficacité et l'efficience des divers efforts menés dans la région et dispensent parfois directement des conseils d'experts aux décideurs régionaux ou de haut niveau sur des problèmes liés aux EEE. Il faut citer les exemples suivants :

- **Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP)** : Le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes est le groupe de travail sur les espèces envahissantes qui a été mis sur pied lors de la Table ronde pour la conservation de la nature dans le Pacifique. Le PIP est formé d'institutions qui travaillent sur les espèces envahissantes dans deux ou plusieurs États et Territoires du Pacifique. Il a pour fonctions essentielles de coordonner les activités des institutions à l'échelle régionale et de faire en sorte que ses membres assurent des services de lutte contre les espèces envahissantes aux ÉTIO. Des institutions spécialisées des États-Unis sont membres actifs du PIP.

- **Conseil régional micronésien de lutte contre les espèces envahissantes (RISC) :** Ce Conseil a été créé par les responsables micronésiens, soucieux de recevoir des conseils scientifiques avisés pour prendre des décisions rationnelles concernant les moyens de lutte dont dispose la région pour combattre la propagation des EEE. Le Conseil est formé d'experts des EEE des neuf membres du Sommet des hauts responsables micronésiens (MCES) (États, Territoires et Commonwealth). Sa mission première est de dispenser aux responsables des conseils directs, coordonnés à l'échelon régional, sur les problèmes posés par les EEE. Le Conseil a également été l'un des principaux acteurs de l'élaboration du Plan de biosécurité pour la Micronésie.
- **Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) :** Le réseau PILN s'efforce de lutter efficacement contre les espèces envahissantes au travers d'un réseau dont les participants s'emploient à cerner les besoins prioritaires des îles, dispenser des savoir-faire et mutualiser des ressources, renforcer les liens avec les experts techniques et faciliter la diffusion d'informations afin d'accélérer les activités menées sur le terrain. Le réseau a été créé à la suite de la 15^e Conférence du PROE.

6. Les États-Unis d'Amérique déploient de nombreux efforts fondés sur la collaboration pour promouvoir la coopération en vue de résoudre les problèmes d'EEE et d'améliorer la biosécurité dans le Pacifique, comme en témoignent les exemples suivants :

- **Le Plan de biosécurité pour la Micronésie :** À l'appui de la présence de leurs forces militaires basées à Guam, les États-Unis (essentiellement le Département de la Défense) ont alloué plus de 4 millions de dollars à des institutions américaines et des partenaires locaux et régionaux pour réaliser une analyse scientifique des risques liés aux EEE (au profit de Guam, des Îles Mariannes du Nord, des Palaos, des États fédérés de Micronésie et des Îles Marshall), formuler des recommandations afin de réduire ces risques au minimum et établir en collaboration un plan stratégique de mise en œuvre examiné par les pays de la région. Le Plan de biosécurité pour la Micronésie constitue le plan et l'étude les plus exhaustifs jamais établis de prévention et atténuation des dommages causés par les EEE ; il couvre l'ensemble des taxons et des écosystèmes micronésiens. En collaboration, notamment, avec des partenaires régionaux et internationaux tels que le Centre micronésien pour un avenir durable, le PROE, le Fonds fiduciaire micronésien pour la conservation de la nature, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Conseil national des États-Unis sur les espèces envahissantes (NISC), s'emploie à :
 - mettre au point un modèle potentiel de collaboration régionale efficace et de biosécurité,
 - établir un plan exhaustif, fondé sur l'évaluation des risques, qui étaiera des efforts similaires déployés à l'échelle régionale dans le Pacifique et ailleurs,
 - nouer des liens de partenariat efficaces avec les institutions des États-Unis et des experts locaux, régionaux et internationaux en EEE afin de résoudre un problème d'intérêt commun.
- **L'Initiative pour la sauvegarde du Pacifique (PSI) du Département de l'agriculture des États-Unis :** Le but de cette initiative est de renforcer le système océanien de conservation de la nature grâce à des liens de partenariat noués avec des pays et des organisations non gouvernementales. Cette initiative porte sur l'incidence des ravageurs des végétaux sur l'alimentation et les moyens de détection, de prévention, de maîtrise et d'éradication des menaces existantes, ainsi que sur la prédiction des menaces émergentes sur l'alimentation et des organismes nuisibles aux végétaux. La PSI cherche actuellement à établir des partenariats avec les parties prenantes océaniques pour mener à bien sa mission.
- **Initiative Pacifique du NISC :** Au cours des six dernières années, le Conseil national des États-Unis sur les espèces envahissantes (NISC) a dispensé des conseils directs au RISC, en réponse à une demande écrite des hauts responsables micronésiens. La NISC supervise et coordonne aussi d'autres activités multilatérales et multiservices de lutte contre les EEE en Micronésie. Elle a étendu ce rôle à l'ensemble de l'Océanie.
- **Services de la faune et flore sauvages des États-Unis :** Les services implantés à Guam et Hawaii dispensent des services d'expertise technique pour lutter contre les EEE dans le Pacifique, en particulier les espèces terrestres et les vertébrés. Ils ont pour mission de :
 - Protéger la région du Pacifique contre les menaces d'invasion de serpent brun arboricole en appliquant un vaste programme d'interdiction de transport au départ de Guam,
 - Participer à des groupes de travail régionaux sur les espèces envahissantes afin d'acquérir des connaissances, de procéder à des échanges techniques et d'attirer l'attention sur la lutte contre les espèces envahissantes.

- **Service géologique des États-Unis (USGS) :** Ce service conduit des recherches et dispense son expertise technique à de nombreux partenaires océaniques en matière d'EEE, par exemple :
 - Fourniture de divers services de soutien à l'appui de la lutte contre le serpent brun arboricole aux Palaos, aux États fédérés de Micronésie et aux Îles Marshall, y compris des services de suivi et de formation à une riposte rapide.
 - Conseils en vue de l'élaboration d'un programme de piégeage pour détecter et éradiquer une population grandissante de mangoustes au Samoa.

7. Résolution des hauts responsables de Micronésie : Les menaces que les EEE font peser sur des problèmes prioritaires en Océanie ont été soulignées dans la Résolution n° 7 du 17^e Sommet des hauts responsables micronésiens, tenu en mars 2012. Dans ce texte, les participants :

- insistent sur les graves menaces que les EEE font peser sur la biodiversité des îles micronésiennes, les moyens d'existence durables, la sécurité alimentaire, le développement économique, la santé humaine et l'adaptation au changement climatique ;
- exhortent leurs agents à prendre en compte les problèmes d'EEE dans les efforts consentis en faveur de l'adaptation au changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la santé humaine, de la conservation de la biodiversité et de développement d'économies vertes durables ;
- décident de faire connaître les succès remportés et les enseignements tirés de l'élaboration du Plan de biosécurité pour la Micronésie et soulignent l'importance d'activités menées en concertation avec les populations insulaires d'autres régions et avec la communauté internationale.

Recommandations

8. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** des impacts immédiats et à long terme des EEE et des liens directs existant entre les EEE et d'autres problématiques de fond affectant l'Océanie ;
- **prendre acte** de l'utilité d'une coordination efficace et efficiente des efforts de lutte contre les EEE à l'échelon régional et sous-régional et de la fourniture directe de conseils d'experts aux responsables sur des questions afférentes aux EEE ;
- **prendre acte** de l'invitation à collaborer avec les hauts responsables de Micronésie, le RISC, le PIP, le Fonds du partenariat pour les écosystèmes vitaux, les États-Unis et de nombreux autres partenaires océaniques de premier plan, et à tirer les enseignements de leur expérience de la prévention et de l'atténuation des dégâts causés par les EEE, en s'appuyant sur des services efficaces de biosécurité et sur une collaboration ;
- **donner leur aval à la** Résolution n° 7 du 17^e Sommet des hauts responsables micronésiens ;
- **examiner** la résolution n° 7 du 17^e Sommet des hauts responsables micronésiens et à en tenir compte dans l'élaboration de leurs politiques, activités et stratégies nationales et régionales ;
- **examiner** les avantages de services efficaces de biosécurité pour tirer les enseignements de la collaboration avec les partenaires régionaux et de l'amélioration de la biosécurité ;
- **examiner** les avantages d'efforts coordonnés pour combattre les EEE à l'échelon tant local que régional.